

Mahmoud Abbas : «Le mouvement islamiste va s'amender»

Propos recueillis à Gaza par Patrick Saint-Paul
08 avril 2006, (Rubrique International)

Le président de l'Autorité palestinienne, qui est attendu le 28 avril en visite officielle en France, a répondu aux questions du «Figaro».

LE FIGARO. – Les dirigeants du Hamas ont-ils compris ce que la communauté internationale attend d'eux depuis qu'ils ont formé leur gouvernement ?

Mahmoud ABBAS. – La position du Hamas est inacceptable aussi bien pour moi que pour la communauté internationale. Mais c'est le jeu démocratique. J'ai demandé au Hamas de changer de position, de renoncer à la violence et de reconnaître Israël. Je l'ai mis en garde concernant les dangers auxquels nous serons confrontés s'il ne change pas de politique. Il doit changer vite. Sinon, ce sera une catastrophe pour la société palestinienne.

Entre le maintien de ses positions radicales et des ouvertures vis-à-vis d'Israël, de quel côté le Hamas va-t-il pencher, à votre avis ?

Le Hamas va changer ses vues. Le mouvement est maintenant chargé du gouvernement, il doit se montrer capable de gérer les responsabilités qui lui ont été confiées. Mais, lorsqu'une formation comme le Hamas passe de l'opposition au gouvernement, elle a besoin de temps pour convaincre ses partisans. Nous allons lui laisser du temps. On ne peut pas décréter que le Hamas a échoué au bout d'une semaine.

La communauté internationale s'impatiente...

Le Hamas commence à comprendre la politique extérieure des Etats qui nous entourent, des pays arabes, des Etats-Unis, de l'Union européenne... Au début, le mouvement se faisait des illusions. Il pensait pouvoir survivre et même aller de l'avant en envoyant le monde entier au diable. Il comprend maintenant que c'est impossible.

Des responsables israéliens jugent que vous êtes hors jeu depuis la victoire du Hamas aux législatives palestiniennes. Comment comptez-vous réaffirmer votre autorité ?

Après les élections israéliennes, j'ai téléphoné à Ehoud Olmert, Shimon Pérès et Amir Peretz pour les féliciter. J'ai eu le sentiment qu'une fois qu'ils auront formé le gouvernement, les Israéliens seront prêts à traiter avec nous. Mais le gouvernement israélien a décidé de boycotter le gouvernement palestinien. Et je redoute qu'il choisisse de me boycotter aussi. Pourquoi dit-il qu'il n'existe pas de partenaire ? En tant que chef de l'OLP (Organisation de libération de la Palestine), je suis chargé des négociations. Selon notre Constitution, les ambassades sont sous le contrôle du président, ainsi que les frontières, les gouverneurs, la télévision publique et l'agence de presse officielle,

Wafa.

Vous appelez au désarmement des milices et le Hamas affirme de son côté que les actes de résistance contre Israël sont légitimes. Ces deux approches ne sont-elles pas contradictoires ?

Le Hamas sait qu'il ne peut y avoir qu'une seule autorité, une seule force armée légale. L'alternative, c'est le chaos. Les services de renseignements, la garde présidentielle et la garde nationale, qui est responsable de la surveillance des frontières, sont sous l'autorité du président. Les forces de police, la défense civile et la sécurité préventive sont du ressort du ministère de l'Intérieur. Le Hamas doit utiliser les forces dont il a le contrôle pour faire régner l'ordre au sein de l'Autorité, avec l'aide des autres services.

L'Union européenne doit décider, lundi, si elle suspend ou non l'aide financière aux Palestiniens. Quel message lui adressez-vous ?

Mon message à la communauté internationale est qu'il est inacceptable de punir les Palestiniens. On ne peut pas leur dire de jouer le jeu démocratique et les sanctionner ensuite pour leur choix. L'Union européenne doit trouver un mécanisme permettant à l'aide d'atteindre les Palestiniens.

Vous continuer de gérer une Autorité palestinienne sans argent et sans pouvoir et vous êtes l'objet de toutes les critiques. Ne serait-il pas plus simple de la dissoudre ?

On ne devrait pas me reprocher d'avoir instauré la démocratie. On devrait au contraire m'en féliciter. Si elle a porté au pouvoir le Hamas, ce n'est pas ma faute mais celle du Fatah, qui s'est présenté divisé aux élections. Le Fatah a recueilli 51% des suffrages, contre 42 au Hamas, mais ses divisions lui ont fait perdre 23 sièges. Ce scrutin montre que les Palestiniens soutiennent toujours la voie de la modération. Ils ne sont ni radicaux ni fanatiques.

Ehoud Olmert a dit qu'en l'absence de partenaire palestinien, il procédera à des retraits unilatéraux en Cisjordanie, traçant ainsi les frontières d'Israël de façon unilatérale. Qu'avez-vous à lui offrir ?

Gaza n'est pas comparable à la Cisjordanie. A Gaza, les Israéliens ont rasé les colonies et sont partis. En Cisjordanie, ils vont tracer la ligne de démarcation le long du mur et dire : «*Voici votre Etat.*» Sans négociations. La communauté internationale ne l'acceptera pas. Nous avons la «feuille de route». Remettons-la sur la table et appliquons-la, de A à Z.

Un Etat palestinien dans les frontières de 1967 est-il toujours un objectif réaliste ?

Il n'y a pas d'autre solution. En imposant des solutions unilatérales, Israël ne fera que reporter et prolonger la lutte, sans résoudre les problèmes. Il gagnera peut-être dix ans. Mais, au bout de dix ans, les Palestiniens ne supporteront plus l'injustice et retourneront à la lutte. En revanche, si nous trouvons une solution juste maintenant, personne ne pourra revenir dans dix ou vingt ans et réclamer les droits historiques des Palestiniens (NDLR : sur toute la Palestine mandataire). C'est dans l'intérêt des Israéliens

et des Palestiniens, qui veulent vivre en paix et en sécurité.

Comment pouvez-vous garantir que le Hamas accepterait une telle solution ?

Nous n'avons pas de garantie. Mais si nous parvenons à un accord, nous organiserons un référendum. Nous demanderons l'avis du peuple. C'est la solution la plus juste. De Gaulle l'avait fait. Certes, il avait échoué. Mais je crois que j'aurai plus de chance que lui.